



Séance ordinaire du mardi 13 février 2024

L'an deux-mille-vingt-quatre et le treize février, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Mathilde BORNE, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Guy LAURET, Mylène MIFSUD, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Michelle CASSAR, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, François RIO, Philippe SAUREL, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Exploitation des services de transports publics urbains et des services associés - Choix du prochain mode de gestion - Principe d'une délégation de service public - Lancement de la procédure - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole, autorité organisatrice de la mobilité (AOM), a conclu, sur un périmètre limité à son ressort territorial, un contrat de service public pour l'exploitation des transports urbains et des services associés avec la société Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Société Anonyme d'Economie Mixte (SEM) jusqu'en 2022, devenue aujourd'hui une Société Publique Locale (SPL). Cette convention d'une durée de six ans est entrée en vigueur le 27 juin 2018. Son échéance, initialement prévue le 30 juin 2024, a été prolongée par un avenant de 6 mois (délibération n°M2023-386 en date du 3 octobre 2023), soit jusqu'au 31 décembre 2024.

L'exploitation des transports en commun sur le territoire est structurée autour notamment des réseaux et services suivants :

- 4 lignes de tramway ;
- 41 lignes de bus, toutes en connexion avec le réseau tramway :
 - o 16 lignes de bus urbaines ;
 - o 25 lignes suburbaines ;
 - o Un service de nuit, l'Amigo ;
 - o Des services occasionnels et ceux relatifs aux sorties éducatives (bus du savoir) ;
- 9 parcs-relais P+Tram, offrant plus de 5 000 places interconnectées au réseau de tramway ainsi que 7 parkings de proximité ;
- La gestion du service Vélo magg ;
- La gestion des véloparcs et des boxes de stationnement vélos sécurisés ;
- La gare routière située à l'arrêt P+Tram Sabines.

Depuis juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans un changement de paradigme avec une nouvelle stratégie Mobilités, dont les transports collectifs constituent la colonne vertébrale : choc de l'offre avec la création de nouvelles infrastructures (tramway, bustram) et choc de la demande avec la mise en œuvre de la gratuité de son réseau de transports publics pour les habitants de la Métropole.

Dans le cadre du renouvellement du contrat arrivant à terme le 31 décembre 2024, Montpellier Méditerranée Métropole s'interroge sur les différents modes de gestion envisageables pour gérer les services de transports publics urbains et les autres services liés à la mobilité, afin de définir les modalités juridiques et économiques d'exercice futur de sa compétence.

Au vu d'un rapport annexé à la présente délibération, présentant les différentes formules possibles et analysant les avantages et les inconvénients au regard des objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole, le Conseil de Métropole doit se prononcer sur le choix du mode de gestion.

Ces objectifs sont les suivants :

- La réaffirmation du rôle de Montpellier Méditerranée Métropole comme autorité organisatrice de la mobilité et le réexamen des limites de responsabilités entre l'autorité organisatrice et celles du co-contractant ;
- La maîtrise de la performance économique du réseau pour une maîtrise de la contribution financière de la Métropole durant le contrat ;
- L'évolution du périmètre des missions et services ;
- La mise en place de processus de suivi et de contrôle du contrat ;
- L'amélioration de la performance écologique et énergétique du réseau : poursuivre la décarbonation des systèmes de transport avec une augmentation du nombre de passagers au kilomètre ;
- Le développement de l'innovation au service de la transition écologique et de l'amélioration de la qualité de service ;
- La simplification de la gestion administrative et juridique du contrat.

A l'issue de la convention actuellement en vigueur avec la SPL TaM, Montpellier Méditerranée Métropole a le choix entre la mise en place d'un mode de gestion publique ou privée. Les différentes hypothèses et leurs avantages et inconvénients respectifs ont été étudiées et sont détaillées dans le rapport annexé à la présente délibération.

Dans le contexte de Montpellier Méditerranée Métropole et selon les objectifs présentés ci-dessus, le choix d'un renouvellement du principe de délégation à son opérateur interne, la SPL TaM, apparaît la solution la plus adaptée pour la période à venir. Le recours à la SPL permet à la Collectivité de bénéficier des avantages d'une externalisation à une structure de droit privé, tout en gardant la maîtrise du service public. La SPL TaM titulaire du contrat actuel relatif à l'exploitation des services de transports urbains et des services associés, sera d'autant plus en mesure d'apporter à la Collectivité son expertise pour développer ce service, dans le cadre d'une politique globale de mobilité.

Lors de la séance du 25 janvier 2024, la Commission Consultative des Services Publics Locaux a donné un avis favorable sur le recours d'une délégation de service public confiée à TaM pour gérer le service public de transports urbains, de même que le Comité Social Territorial lors de sa séance du 25 janvier 2024.

L'article 3 du règlement européen n° 1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route impose la conclusion d'un contrat de service public entre les autorités organisatrices et les opérateurs de service public.

Ce contrat aura pour objectif de préciser le partage des responsabilités entre le délégant et le délégataire. Les rôles de l'autorité organisatrice seront notamment les suivants :

- Définition de la politique de mobilité sur le territoire de la Métropole, notamment en matière de transports collectifs ;
- Définition de l'offre de transport : création, modification et suppression des lignes et des services ;
- Détermination et adoption des tarifs ;
- Contrôle et sanction des obligations de l'exploitant ;
- Réalisation d'investissements mis à disposition de l'exploitant ;
- Définition et mise en œuvre de la politique vélo, notamment des services vélos.

L'exploitant aura notamment pour missions :

- La gestion et/ou exploitation des services de tramway, de bus assurés directement ou sous-traités et autres modes de mobilités ;
- La gestion des relations clientèle (y compris les réclamations), dont la gestion et la commercialisation des titres de transport ;
- La conception et la mise en œuvre des actions d'information de la clientèle et de promotion du réseau ;
- Les actions de contrôle et de lutte contre la fraude ;
- Les actions de prévention de l'insécurité sur les services délégués ;
- Le financement de certains biens nécessaires au service public ;
- La maintenance et le renouvellement de certains biens affectés au service public ;
- Le conseil et l'assistance à l'autorité organisatrice dans le cadre d'adaptation du service ;
- La gestion de services transversaux comme le MaaS (Mobilité améliorée par association de Services, Mobility as a Service en anglais) et de son extension le compte mobilité ;
- La gestion des parkings-relais P+Tram et des parkings de proximité ;
- L'exploitation de la gare routière.

La durée du contrat avec la SPL TaM est fixée à 7 années : du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2031.

Le régime financier reposera sur un engagement forfaitaire de l'exploitant à la fois sur les charges et les produits du service. Les charges forfaitaires donneront lieu à une contribution financière de la Métropole. L'exploitant pourra bénéficier d'un intéressement en cas de performances commerciales supérieures à l'engagement contractuel (par exemple si les recettes sont supérieures à la prévision). L'exploitant pourra se voir en outre appliquer un intéressement en fonction de la réalisation des objectifs contractuels en matière de qualité du service. A l'issue de la convention, l'ensemble des biens mis à disposition de l'exploitant par l'autorité organisatrice devront lui faire retour en bon état d'entretien et de fonctionnement compte tenu de leur âge.

S'agissant d'un contrat « *in house* », la procédure d'attribution du contrat peut s'effectuer directement, en application de l'article 5.2 du règlement européen 1307-2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, l'absence de mise en concurrence n'empêchant pas pour autant que des négociations puissent se tenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et TaM. Ainsi, sur la base des orientations émises par Montpellier Méditerranée Métropole, un cadre de réponse sera transmis à la SPL TaM. Il sera composé d'un document-programme, d'un projet de contrat OSP (Obligation de Service Public) et de ses annexes, d'un règlement de la consultation et d'annexes financières. A la suite d'une analyse détaillée de l'offre de la SPL TaM, des négociations pourront être engagées avec cette dernière, avant conclusion du contrat final.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le principe d'une délégation de service public confiée à la société publique locale TaM pour l'exploitation des services de transports publics urbains et des services associés de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport d'analyse sur le choix du mode de gestion annexé ; étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L.1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver le lancement de la procédure de renouvellement du contrat avec la SPL TaM ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 16/02/24

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 22 février 2024

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20240213-258150-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 21/02/24

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport_mode_gestion_DSP-Transports-signé.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.